

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES***



**Édition Chronologique n° 28 du 25 juin 2015**

**PARTIE PERMANENTE**  
**Administration Centrale**

**Texte 5**

**CIRCULAIRE N° 310440/DEF/SGA/DRH-MD**

relative au classement en deux groupes des fonctions des adjoints administratifs du ministère de la défense au regard de leur indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.

*Du 15 juin 2015*

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE : *service des statuts et de la réglementation des ressources humaines militaires et civiles ; sous-direction des relations sociales, des statuts et des filières.*

**CIRCULAIRE N° 310440/DEF/SGA/DRH-MD relative au classement en deux groupes des fonctions des adjoints administratifs du ministère de la défense au regard de leur indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise.**

*Du 15 juin 2015*

NOR D E F P 1 5 5 0 9 6 7 C

---

*Références :*

Décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 (JO n° 18 du 22 mai 2014, texte n° 46 ; signalé au BOC 35/2014 ; BOEM 356-0.2) modifié.

Arrêté du 20 mai 2014 (JO n° 118 du 22 mai 2014, texte n° 47 ; signalé au BOC 41/2014 ; BOEM 356-0.2).

Arrêté du 26 novembre 2014 (JO n° 275 du 28 novembre 2014, texte n° 19 ; signalé au BOC 63/2014 ; BOEM 356-0.2) modifié.

Circulaire du 5 décembre 2014 (n.i. BO).

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Une annexe.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 356-0.2

*Référence de publication :* BOC n° 28 du 25 juin 2015, texte 5.

---

1. Le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, instaure un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État (RIFSEEP), qui a vocation à remplacer les différents régimes indemnitaires existants.

Le RIFSEEP est composé de deux primes distinctes :

- d'une part, une indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) ;
- d'autre part, un complément indemnitaire annuel (CIA).

L'annexe de l'arrêté du 20 mai 2014 pris pour l'application aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État, mentionne que le RIFSEEP est applicable aux corps des adjoints administratifs (AA) du ministère de la défense à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014.

L'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) est versée mensuellement ; elle valorise l'exercice des fonctions.

En application des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié, les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même corps doivent être réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- l'encadrement, la coordination ou la conception ;
- la technicité, l'expertise, l'expérience ou la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- les sujétions particulières et le degré d'exposition du poste.

En outre, l'arrêté du 20 mai 2014 précise que les emplois des AA doivent être répartis en deux groupes.

Le groupe 1 correspond aux fonctions ayant les plus fortes responsabilités et/ou sujétions. Dans le groupe 2 seront intégrés tous les emplois qui ne relèvent pas du groupe 1.

Seule l'affectation définitive sur un emploi (décision d'affectation pérenne sur l'emploi) permet le classement dans l'un des deux groupes. Ainsi, le fait d'occuper une fonction pendant l'absence du titulaire (intérim) ne permet pas de modifier le groupe d'appartenance de l'emploi de l'agent qui effectue le remplacement.

La répartition des emplois au sein de chaque groupe est indépendante du grade des agents.

Pour les AA du ministère de la défense, en application des orientations fixées par la direction générale de l'administration et de la fonction publique, il a été décidé de retenir au sein du groupe 1, les fonctions suivantes :

- régisseurs d'avances et de recettes : il s'agit des agents qui percevaient l'indemnité de responsabilité prévue par l'arrêté du 28 mai 1993 modifié. À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014, en application des dispositions du décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié, seuls les agents nommés régisseur par arrêté ou décision de l'ordonnateur de l'organisme public auprès duquel la régie est instituée seront classés en groupe 1 ;
- au sein des services payeurs, AA occupant les fonctions de décompteurs de paie de personnel civil [gestionnaire de paie de personnel civil en paie sans ordonnancement préalable (PSOP)] ;
- au sein des centres ministériels de gestion (CMG), les AA qui sont à la fois gestionnaires administratifs et gestionnaires de paie de personnel civil (GA/payeurs PSOP) ;
- au sein du service parisien de soutien de l'administration centrale (SPAC) de Paris, les AA qui sont à la fois gestionnaires administratifs et gestionnaires de paie de personnel civil ou de personnel militaire (GA/payeurs PSOP) et les AA liquidateurs de rémunération de personnel militaire en paiement avec ordonnancement préalable (PAOP) ;
- au sein du centre d'administration ministériel des indemnités de déplacement (CAMID Brest et Denain) et du SPAC Lille, AA exerçant des fonctions de décompte ou de vérification (*a priori* ou *a posteriori*) de décompte de droits financiers individuels (indemnité de changement de résidence, frais de mission) et donnant lieu soit à pré liquidation d'éléments de rémunération soit à paiement avec ordonnancement préalable ou régularisation de situation d'indu y compris les révisions de droits ;
- concernant la paie (rémunération) des militaires (soldes et primes militaires), AA exerçant des fonctions de décompte ou de vérification de décompte de droits financiers individuels donnant lieu soit à pré liquidation d'éléments de rémunération soit à régularisation de situation d'indu au sein des services suivants : cellule droits financiers individuels des groupement de soutien de base de défense (GSBdD/DFI), centre interarmées de la solde (CIAS), service exécutant de la solde unique (SESU), centre d'expertise des ressources humaines et de la solde de Nancy (CERHS Nancy), centre d'expertise des ressources humaines de Toulon (CERH Toulon), direction de l'exploitation et de la logistique pétrolières interarmées (DELPIA), centre d'expertise des ressources humaines de l'armée

de l'air (CERHAA), bureaux locaux de ressources humaines du service de santé des armées (BLRH) et pôle administration du bureau central d'administration du personnel militaire du service de santé des armées (BCAPMSSA) ;

- utilisateurs du logiciel CHORUS pour qui la détention des licences macro processus 3 (MP) responsable ou MP5 responsable ou MP9 responsable <sup>(1)</sup> est obligatoire pour l'exercice de leurs fonctions ;

- les agents ayant une fonction d'encadrement. Les agents doivent encadrer au minimum une personne. L'agent encadré doit être affecté de façon pérenne dans le même service que l'AA encadrant. Il s'agit d'un encadrement hiérarchique et non de l'animation d'un réseau. L'AA qui encadre donne des consignes de travail, supervise et corrige le travail rendu. En raison, de l'affectation temporaire (et variable d'une année à l'autre) des réservistes et des stagiaires, il ne peut être considéré qu'un AA encadre un réserviste ou un stagiaire (sauf s'il s'agit d'un fonctionnaire stagiaire) ;

- secrétaire du chef d'organisme (chef de corps ou d'établissement) pour les services déconcentrés ;

- pour l'administration centrale, les agents qui exercent *a minima* la fonction de secrétaire <sup>(2)</sup> d'un chef de service (au sens du décret n° 2012-32 du 9 janvier 2012) ou d'une autorité militaire d'un niveau équivalent ou supérieur ;

- au sein de l'agence de reconversion de la défense, les AA assurant les fonctions de conseillers défense mobilité (conseiller emploi, chargé de relations entreprises, conseiller emploi placement, conseiller accompagnement à l'emploi des conjoints) ;

- pour la famille marché/achat, les emplois d'acheteur qui correspondent à la définition suivante : conduire une procédure d'achat formalisée (au sens du code des marchés publics) ou nécessitant la mise en œuvre de procédés ou techniques particulières du fait soit de la nature de l'achat (article 30. du code des marchés publics, marchés de travaux, marchés de défense et de sécurité ou procédures négociées, par exemple) soit de son montant (seuils de publication définis par le code des marchés publics), soit des conditions liées à son exécution (conception et passation des actes additionnels notamment).

Les emplois non listés ci-dessus sont classés en groupe 2.

En outre, pour les agents dont les fonctions sont classées en groupe 1, l'employeur doit fournir aux CMG/SPAC une attestation signée par le chef d'établissement (cf. modèle en annexe.). Cette attestation doit au préalable être validée par le référent employeur auprès du CMG/SPAC et ne doit pas être transmise à l'agent.

Le CMG/SPAC vérifiera si la catégorisation proposée correspond à celle prévue par la présente circulaire.

En aucun cas la catégorisation de l'IFSE des agents ne doit être mentionnée dans leur compte-rendu d'entretien professionnel.

La notification du groupe de l'IFSE du poste sur lequel est affecté l'agent est effectuée par le CMG/SPAC d'affectation.

Une circulaire précisera les règles de gestion de l'IFSE pour les adjoints administratifs du ministère de la défense.

Les établissements publics administratifs (EPA) relevant du ministère de la défense ont établi leur propre catégorisation afin de tenir compte de la spécialité de leur mission et de leur organisation. Cette catégorisation doit faire l'objet d'une communication aux agents et aux représentants du personnel. La catégorisation objet de la présente circulaire n'est donc pas applicable aux EPA.

2. La présente circulaire est applicable à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2014 et sera publiée au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le contrôleur général des armées,  
directeur des ressources humaines du ministère de la défense,*

Jacques FEYTIS.

---

(1) Pour ces 3 licences, la fonction de gestionnaire n'a pas été retenue.

(2) Les agents qui bénéficient d'une indemnité de sujétions particulières des personnels des cabinets ministériels ne relèvent pas de la catégorie 1, sauf dans l'hypothèse où, ils exercent des fonctions d'encadrement (décret n° 2001-1148 du 5 décembre 2001, cette indemnité devrait en principe être inscrite dans l'arrêté cumul).

ANNEXE.  
**ATTESTATION EMPLOYEURS.**

## ATTESTATION EMPLOYEURS

*(Ne remplir que les paragraphes intéressant l'organisme)*

NOM, PRENOM, qualité, chef de l'établissement du ..... atteste que les adjoints administratifs dont les noms sont cités ci-dessous occupent des fonctions devant être classées en groupe 1 de l'indemnité de fonctions de sujétions et d'expertise (IFSE) prévue par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014.

1. **Régisseurs d'avances et de recettes** (en application des dispositions du décret n°92-681 du 20 juillet 1992, les agents doivent être nommés régisseur par arrêté ou décision de l'ordonnateur de l'organisme public auprès duquel la régie est instituée) ;
  - Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
2. **Au sein des services payeurs**, AA occupant les fonctions de **décompteurs de paie de personnel civil** (gestionnaire de paie de PC en PSOP) ;
  - Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
3. **Au sein des CMG et du SPAC Paris**, les AA qui sont à la fois **gestionnaires administratifs et de paie de personnel civil** (GA/Payeurs) ;
  - Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
4. Au sein du CAMID (Brest et Denain) et du SPAC Lille, AA exerçant des fonctions de décompte ou de vérification de décompte de droits financiers individuels (**indemnité de changement de résidence, frais de mission**) et donnant lieu soit à pré liquidation d'éléments de rémunération soit à paiement avec ordonnancement préalable ou régularisation de situation d'indus ;
  - Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
5. Concernant la **rémunération des militaires** (soldes et primes militaires), AA exerçant des fonctions de décompte ou de vérification de décompte de droits financiers individuels donnant lieu soit à pré liquidation d'éléments de rémunération soit à paiement avec ordonnancement préalable ou régularisation de situation d'indus (GSBDD, CIAS, SESU, CERHS Nancy, CERH Toulon, CERHAA, DELPIA, CERH Toulon, BLRH, BCAPM) ;
  - Mme X, corps grade

- Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
6. **Utilisateurs CHORUS** pour lesquels la détention des **licences MP3 responsable ou MP5 responsable ou MP9 responsable<sup>1</sup>** est obligatoire pour l'exercice de leurs fonctions ;
- Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
7. Les fonctions d'**encadrement** ;
- Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
8. **Secrétaire du chef d'organisme** (chef de corps ou d'établissement) pour les services déconcentrés ;
- Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
9. Au sein de l'agence de reconversion de la défense, les AA assurant les fonctions de **conseillers défense mobilité** (Conseiller emploi, Chargé de relations entreprises, Conseiller emploi placement, Conseiller accompagnement à l'emploi des conjoints)
- Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
10. Pour l'administration centrale, les **agents qui sont a minima secrétaire<sup>2</sup> d'un chef de service** (au sens du décret 2012-32 du 9 janvier 2012) **ou d'une autorité militaire d'un niveau équivalent ou supérieur ;**
- Mme X, corps grade
  - Mme Y, corps grade
  - Mr Z, corps grade
11. Pour la famille marché/achat, Adjoint administratif occupant la fonction d'**Acheteur** qui correspond à la définition suivante : *conduire une procédure d'achat formalisée (au sens du CMP) ou nécessitant la mise en œuvre de procédés ou techniques particulières du fait soit de la nature de l'achat (article 30, marchés de travaux, marchés de défense et de sécurité ou procédures négociées, par exemple) soit de son montant (seuils de publication définis par le CMP), soit des conditions liés à son exécution (conception et passation des actes additionnels notamment).*



- Mme X, corps grade
- Mme Y, corps grade
- Mr Z, corps grade

**DATE et SIGNATURE DU CHEF D'ORGANISME**

---

<sup>(1)</sup> Pour ces 3 licences, la fonction de gestionnaire n'a pas été retenue.

<sup>(2)</sup> Les agents qui bénéficient d'une indemnité de sujétions particulières des personnels des cabinets ministériels ne relèvent pas de la catégorie 1 sauf si l'agent encadre (décret n° 2001-1148 du 5 décembre 2001, cette indemnité devrait en principe être inscrite dans l'arrêté cumul).